

**REGLEMENT INTERIEUR  
Du Pôle Mer Méditerranée**

Mis à jour le 16 décembre 2025

## PREAMBULE

Le Pôle Mer PACA a été labellisé « pôle de compétitivité à vocation mondiale » par décision d'un Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIADT) en date du 12 juillet 2005. Dans le même temps, ce même CIADT a labellisé « pôle de compétitivité à vocation mondiale » le Pôle Mer Bretagne.

Suite à la validation par l'Etat de leurs extensions territoriales (Réunion Interministérielle du 13 juin 2013), le pôle Mer PACA a pris la dénomination « Pôle Mer Méditerranée », et Pôle Mer Bretagne a pris la dénomination « Pôle Mer Bretagne Atlantique ».

Les labels « pôle de compétitivité » des Pôles Mer Méditerranée et Bretagne Atlantique ont été renouvelés à l'issue des évaluations des pôles conduite par l'Etat et les régions en 2008, 2012, 2018, 2023 et restent valides au moins jusqu'en 2026.

Les territoires rattachés aux 2 pôles Mer – les régions Provence Alpes Cotes d'Azur et Occitanie d'une part, Bretagne et Pays de la Loire d'autre part - disposent d'un tissu industriel riche dans le domaine de la mer et d'un potentiel important de Recherche et Développement dans le domaine des sciences et techniques de la mer. La logique de l'appel à projets des pôles de compétitivité les a naturellement incités à mettre en réseau et à animer l'ensemble de ces compétences sur un thème majeur : la « MER, SECURITE & SURETE, DEVELOPPEMENT DURABLE » avec un lien fort avec la Défense. Les acteurs des quatre régions ont décidé de se coordonner afin d'accroître leur compétitivité dans une logique de coopération et de complémentarité, ceci implique des échanges d'informations nécessaires à la construction des complémentarités utiles et au développement de projets réellement innovants. Au-delà des leurs statuts respectifs, chaque pôle a convenu d'établir un règlement intérieur aussi proche que possible l'un de l'autre, pour en faciliter la mise en œuvre.

## **ENTRE LES MEMBRES DU POLE MER MEDITERRANEE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1. OBJET**

Les membres du Pôle Mer décident de mettre en réseau leurs compétences en collaborant au développement de technologies, produits et services innovants en vue de réaliser les OBJECTIFS définis ci-après.

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir les principes généraux devant régir le fonctionnement du pôle ainsi que la collaboration entre les membres du pôle. Il détaille des modalités de fonctionnement de l'association, ou de coopération entre les membres, s'agissant notamment des questions relatives au droit social, au droit de la propriété intellectuelle, à la protection du secret, à la confidentialité.

Les membres conviennent de collaborer selon les dispositions du présent règlement intérieur.

### **Article 2. DOMAINE D'APPLICATION - OBJECTIFS**

Les membres du Pôle Mer poursuivront les objectifs suivants, concourant au développement des domaines du Pôle Mer :

- Animer et mettre en réseau les compétences des membres,
- Favoriser le plus possible les synergies entre organismes de formation, de recherche et entreprises, dans une logique de coopération et de complémentarité conduisant à la réalisation de projets individuels ou coopératifs, innovants ou structurants, porteurs de nouveaux produits et services.,
- Favoriser l'émergence et les développements innovants dans le domaine des technologies liées à la mer et au littoral,
- Promouvoir les compétences des membres du Pôle Mer et son image de marque afin d'augmenter son attractivité,
- Organiser la concertation entre partenaires pour définir la stratégie de développement économique du Pôle Mer,
- Veiller au positionnement national du Pôle Mer, dans le respect de la complémentarité des pôles français,
- Travailler en étroite coordination avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique
- Assurer la mise en réseau du Pôle Mer avec les meilleurs pôles mondiaux de spécialités similaires afin d'étendre le champ des coopérations et des partenariats possibles,
- Organiser des lieux d'échange et de convivialité : organisation de rencontres entre les membres, BtoB, annuaire, portail Internet, salons, forums, missions internationales, ...
- Identifier les besoins d'évolution du Pôle Mer par la conduite d'études et l'organisation de réflexions entre les membres, en cohérence avec les politiques de développement économique territoriales, nationales et européennes,
- Mettre en place les outils d'intelligence économique adaptés

### **Article 3. PRINCIPES D'APPLICATION**

Il est convenu :

- Qu'à partir du 01<sup>er</sup> janvier 2026, les membres du conseil d'administration assureront la continuité et la cohérence des actions définies et des engagements pris dans le dossier de pôle de compétitivité phase 5 (2023-2026).
- Que les engagements ont été renouvelés successivement tout au long des différentes phases définies par l'Etat pour les Pôles de compétitivité et ceci après des séquences d'évaluation et d'audit. Le Pôle Mer Méditerranée est actuellement engagé dans le respect de sa feuille de route phase 5, validée par l'Etat et les régions ce jusqu'à fin 2026.
- Que le financement de l'équipe d'ingénierie et d'animation sera assuré par des contributions publiques européennes, nationales, régionales, locales et par des financements privés issus des contributions des

membres (cotisations, mises à disposition) et des prestations exécutées par le Pôle pour ses adhérents et/ou des tiers,

- Que chaque projet ou action de coopération spécifique mené dans le cadre du Pôle Mer fera l'objet d'un contrat particulier entre les membres intéressés et le ou les tiers concerné(s). Ce contrat particulier définira les conditions spécifiques des travaux correspondants, et notamment leur durée, leur coût, leur financement et le régime de propriété intellectuelle,

## Article 4 MEMBRES

Les membres de l'Association sont regroupés en quatre collèges tels que définis dans les statuts :

### 4.1 Demande d'adhésion

Les modalités d'admission des adhésions des membres, tout comme les modalités de déchéance de statut de membre, sont définies dans les statuts de l'association.

Pour devenir membre chaque structure intéressée doit candidater officiellement en remplissant le dossier d'adhésion qui sera soumis à l'approbation du COPIL. Les dossiers de demande d'adhésion au Pôle Mer Méditerranée sont instruits par l'EIA du Pôle et soumis mensuellement à l'approbation du COPIL du Pôle

### 4.1 Cotisation

Les tarifs de cotisation de l'année n+1 sont votés en assemblée générale de l'année n.

Le montant de facturation correspondant à la cotisation pour l'année en cours est calculé sur la base suivante :

- A compter du 1er janvier de l'année en cours et jusqu'au 01 septembre, 100% du montant de la cotisation due.
- Pour toute demande d'adhésion, parvenant après le 01 septembre de l'année en cours ), la cotisation due est calculée au « prorata temporis » (le passage en COPIL, des mois de septembre/novembre/décembre valide le prorata temporis)
- 

Les membres du Pôle Mer doivent s'acquitter du paiement de la cotisation à réception de la facture correspondante et dans le respect du délai de règlement, figurant sur la facture. Dans l'hypothèse du non-respect du paiement d'une cotisation, le Pôle Mer Méditerranée se réserve le droit de refuser l'accès aux réunions organisées au profit de ses membres, ainsi qu'à tous les services ouverts par le paiement de la cotisation.

Sauf demande de radiation formulée dans les délais (cf ci-après « 4.2 Demande de résiliation »), l'adhésion est reconduite tacitement d'année en année. En cas de non-paiement de sa cotisation après plusieurs relances et sur décision du COPIL du Pôle, l'exclusion d'un membre pourra être prononcée, celui-ci restant redevable envers le pôle du paiement de ses arriérés de cotisation.

### 4.2 Demande de résiliation

Pour être validée par le Pôle Mer Méditerranée et pouvoir être appliquée l'année suivante (année n+1), une demande de résiliation par un membre du Pôle, doit être formulée par courrier recommandée, **au plus tard le 30 septembre de l'année en cours** (année n). En l'absence de demande de résiliation dans les délais indiqués ci-dessus, la cotisation de l'année n+1 sera exigible en totalité.

## Article 5 GOUVERNANCE et ORGANISATION

Le fonctionnement de l'Association est assuré par une assemblée générale, un conseil d'administration, un comité de pilotage, un bureau.

### 5.1. Assemblée Générale des membres du PMM

L'Assemblée des Membres se réunit au moins une fois chaque année, tel que défini dans les statuts.

### 5.2 Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration dont les membres, adhérant à l'association, sont élus, pour un mandat de trois ans, renouvelable, tel que défini dans les statuts.

### 5.2 Bureau

Le bureau du Pôle propose la stratégie et les orientations du pôle au Conseil d'Administration, prépare et exécute les décisions qu'il soumet au Conseil d'Administration en agissant sur délégation de celui-ci, contrôler et appuie l'activité du Directeur Général, tel que défini dans les statuts.

### 5.3 Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage (COPIL) est l'organe de labellisation des projets présentés au Pôle Mer Méditerranée. Il est garant des engagements pris devant ses co-financeurs publics dans le cadre de l'obtention du label « Pôle de compétitivité ».

Le COPIL est composé de membres et d'experts invités aux auditions et aux délibérations, élus ou nommés pour 3 ans :

- **Les membres du Conseil d'Administration**
- **Les experts invités** : sont proposés par le président du pôle au COPIL, qui les valide. La DGA/AID, l'ADEME, BPI France, la DREETS Provence Alpes Côte d'Azur, la DRRT et la Marine et la Préfecture Maritime, la Direction Interregionale de la Mer, sont aujourd'hui invités au Comité de Pilotage, ainsi que les collectivités territoriales ou organismes participant au financement du Pôle Mer. Leur rôle est consultatif.

Le comité de pilotage pourra s'adjoindre avec rôle consultatif toute autre compétence nécessaire à son bon fonctionnement.

Le COPIL se réunit chaque fois que nécessaire et en principe tous les (1) mois sur convocation du Président.

Le Comité de Pilotage est chargé :

- De l'approbation de l'adhésion au pôle des nouveaux membres sur proposition de l'équipe d'ingénierie et d'animation,
- De l'approbation d'exclusion des membres sur proposition de l'équipe d'ingénierie et d'animation,
- De la labellisation des nouveaux projets portés par les acteurs du pôle,
- De la saisine et de l'information du Comité de Pilotage et de Coordination interrégional pour les projets et les actions le nécessitant,

Les COPIL sont présidés par le président de l'association ou, en cas d'empêchement de celui-ci par un membre élu du COPIL à qui le président délègue sa fonction. Il est tenu, sous la responsabilité du président du COPIL, une feuille de présence. Un procès-verbal mentionnant le résultat des votes est établi.

Chaque membre du conseil d'administration dispose d'une voix, et exerce valablement son droit de vote par l'intermédiaire de son représentant. Chaque membre peut se faire représenter à un COPIL par un autre membre du CAPMM ayant voix délibérative, sans que celui-ci puisse toutefois réunir plus de trois pouvoirs, et donc de disposer de quatre voix, y compris la sienne.

Les membres invités n'ont pas de voix, leur rôle est consultatif.

Aucun quorum n'est fixé pour la validité des décisions du COPIL.

Les décisions du COPIL sont prises à la majorité simple des voix des présents et représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

### **5.5 Comité de Pilotage et de Coordination Interrégional (CPCI) et Conseil d'Administration de la Joint-Venture Pôles Mer (CAJV)**

Lors du dépôt de leur dossier phase 4 fin 2018 par les Pôles Mer, il a été prévu de créer une Joint-Venture, détenue par les deux Pôles Mer à part égale. Les statuts de la JV ont été approuvés par le comité de pilotage du Pôle Mer Méditerranée (PMM) le 23 octobre 2020 et par le Conseil d'Administration (CA) du Pôle Mer Bretagne Atlantique (PMBA) fin septembre 2020. La JV a été créée sous forme d'une association loi de 1901 en décembre 2021. Son siège est situé à Paris dans les locaux du Cluster Maritime Français.

Cette JV remplace le Comité de Pilotage et de Coordination Interrégionale (CPCI) qui pour mémoire avait été mis en place en 2005 et régi par une charte de fonctionnement signée par les deux présidents des Pôles Mer. Les tâches dévolues au CPCI sont reprises par la JV et son CA qui se réunit une fois tous les 2 mois en y associant les directeurs généraux des deux Pôles Mer.

Le CA de la JV (CAJV) est composé de 8 membres, 4 issus du Bureau du PMM et 4 issus du Bureau du PMBA.

Le président du PMM choisi parmi les membres du bureau PMM les 3 autres administrateurs qui y représenteront le PMM avec lui.

La présidence du CAJV fait l'objet d'une alternance entre les deux Pôles. En complément des administrateurs siégeant dans le CAJV, les directeurs des deux pôles font également partie du CAJV avec voix consultative et peuvent y inviter ou s'y faire représenter par leur directeur adjoint en cas d'empêchement. Une même entité au sein de ce comité commun ne pourra disposer de plus de deux représentants.

### **5.6 Le/la Trésorier(e) (ci-après Trésorier)**

Le Trésorier :

- Établit ou fait établir le budget de l'Association,
- Établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de chaque exercice de l'Association et est chargé de la gestion financière de l'Association sous le contrôle du Président,
- Est chargé de l'appel des cotisations,
- Procède, sous le contrôle du Président, au paiement et à la réception de toutes sommes d'argent,
- Établit un rapport sur la situation financière de l'Association et le présente au conseil d'administration et à l'AG annuelle,
- Sur délégation écrite du Président, il fait ouvrir et fonctionner au nom de l'Association, auprès de toute banque, établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte et endosse tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes.

Le Trésorier pourra déléguer tout ou partie de ses fonctions au Directeur Général de l'Association.

### **5.7 Le/la Secrétaire**

Le/la Secrétaire ou son délégataire est chargé des convocations du conseil d'administration et de l'Assemblée Générale et établit ou fait établir, pour ces deux organes, les procès-verbaux des réunions. Il tient le registre prévu par l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901.

### **5.8 Le/la Directeur/Directrice général(e) (ci-après Directeur Général)**

Le Directeur Général est une personne physique nommée et révoquée par le conseil d'administration sur proposition du Président. Il assure le fonctionnement opérationnel de l'Association.

Il agit sur délégation de pouvoirs du Président, du secrétaire ou du Trésorier. En particulier, le personnel de l'Association est placé sous l'autorité du Directeur Général, par délégation du Président.

Il peut subdéléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

### **5.9 Equipe d'ingénierie et d'animation**

Le directeur du pôle s'appuie sur une équipe d'ingénierie et d'animation.

Celle-ci est l'organe d'animation et de fonctionnement du pôle. Elle assure notamment l'organisation et la préparation des réunions de l'AG, du conseil d'administration, du COPIL et des Groupes de Travail.

L'équipe d'ingénierie et d'animation est placée sous la responsabilité du Directeur qui assiste aux réunions de l'assemblée des membres et du Comité de Pilotage, avec voix consultative. Il peut se faire assister autant que de besoin par les membres de son équipe. Il rend compte de son action au conseil d'administration et à son Président en particulier.

Cette équipe d'ingénierie et d'animation a pour rôle notamment :

- De proposer, pour approbation par le conseil d'administration le Programme d'Activités annuel et le budget de fonctionnement associé,
- De rechercher les financements nécessaires au fonctionnement du Pôle Mer et à la réalisation de son Programme d'Activités,
- D'entretenir les relations avec les institutionnels en associant le directeur et le président
- D'exécuter le Programme d'Actions annuel et le budget associé, dans le respect du budget approuvé,
- D'assurer le secrétariat général du Pôle Mer,
- D'exécuter un plan de communication et les actions spécifiques,
- D'organiser, planifier les réunions des groupes de travail, des ateliers, journées techniques, événements propres du PMM, de les piloter, d'en faire les relevés de décisions et de veiller à leur exécution,
- D'instruire les projets du Pôle Mer suivant les critères de sélection communs aux deux pôles et approuvés par le CPCI, et dans le respect du règlement intérieur de labellisation des Pôles de compétitivité,
- De participer à l'ingénierie financière des projets labellisés,
- De piloter les actions d'intelligence économique intéressant le pôle et les mettre à disposition des membres,
- De participer au développement des actions de promotion du Pôle Mer : salons, colloques, séminaires, portail Internet, missions internationales, ...
- De répondre à des appels à projets européens et de réaliser les travaux en cas de succès
- D'assurer les relations avec la structure analogue du pôle Mer Bretagne Atlantique, qu'il rencontre autant que de besoin.

### **5.10 Groupes de travail (GT) et ateliers**

**Les groupes de travail et ateliers** sont composés d'experts industriels et scientifiques, membres du Pôle Mer, souhaitant y participer et pilotés par un membre de l'équipe d'ingénierie et d'animation.

Le groupes de travail sont directement liés aux 6 Domaines d'Actions Stratégiques :

- Défense, sécurité et sûreté maritime
- Naval et Nautisme
- Ressources énergétiques et minérales marines
- Ressources biologiques marines

- Littoral et environnement marin
- Ports, infrastructures et logistique

D'autres axes transverses peuvent être animés par des GT et ateliers :

- Innovation
- International
- Europe
- Emploi/formation

Chaque GT ou atelier a pour objectif :

- D'analyser et d'anticiper les besoins du marché,
- De faire émerger les projets d'innovation entre ses membres,
- De poursuivre la veille économique, notamment avec des journées techniques
- De créer des liens entre les adhérents

Des compétences extérieures, sont appelées autant que de besoins, par l'équipe d'ingénierie et d'animation pour renforcer les GT et atelier.

### 5.11 Projets

Les projets, sont évalués et accompagnés par l'équipe d'ingénierie et d'animation, ils sont soumis à l'approbation du Comité de Pilotage. Ils doivent satisfaire un certain nombre de critères dont les principaux sont :

- S'inscrire dans les DAS du Pôle et/ou les axes transverses,
- Associer si possible des entreprises et des laboratoires de recherche publics,
- Présenter des enjeux significatifs (marchés, international, technologies),
- Proposer un contenu innovant, ou structurant
- Avoir un retour sur investissement quantifiable et mesurable,
- S'appuyer sur des financements industriels susceptibles d'être abondés par tous types de financements publics français et européens
- Mettre en place une gestion de projet comme tout projet industriel (organisation, planification, qualité technique, résultats attendus, respect des délais et des plannings),
- S'inscrire en complémentarité, si pertinence, avec des projets du Pôle Mer Bretagne Atlantique.

La procédure d'instruction des projets est élaborée par l'équipe d'ingénierie et d'animation et concertée avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique. Elle fait l'objet de révisions régulières, validées par le Comité de Pilotage.

### Article 6 CONTROLE DES COMPTES

La comptabilité est tenue par un expert-comptable indépendant sous le contrôle d'un commissaire aux comptes choisi par le conseil d'administration dont la désignation est approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de six exercices.

Le Commissaire aux comptes est convoqué à toutes les Assemblées Générales par lettre recommandée avec avis de réception quinze jours au moins avant la date de la réunion et aux réunions du conseil d'administration arrêtant les comptes de l'Association.

Le Commissaire aux Comptes titulaire exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par les normes et règles de sa profession. Les dispositions du Code de commerce relatives aux pouvoirs, incompatibilités, fonctions, responsabilités, révocation et rémunérations des commissaires aux comptes sont applicables.

### Article 6 DUREE





Le présent règlement intérieur est conclu pour une durée de trois ans à compter de son approbation lors de l'Assemblée Générale. Il pourra ensuite être prorogée pour une durée équivalente ou modifié sur décision du conseil d'administration

**Article 7 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Tous litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent règlement et n'ayant pu être réglés à l'amiable seront portés devant le tribunal compétent.

Ce règlement intérieur a été adoptée Lors de l'assemblée générale du 16 décembre 2025

Laurent MOSER

Président